

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DES INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018 DU DEPARTEMENT DU LOIRET

Article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015

Contexte

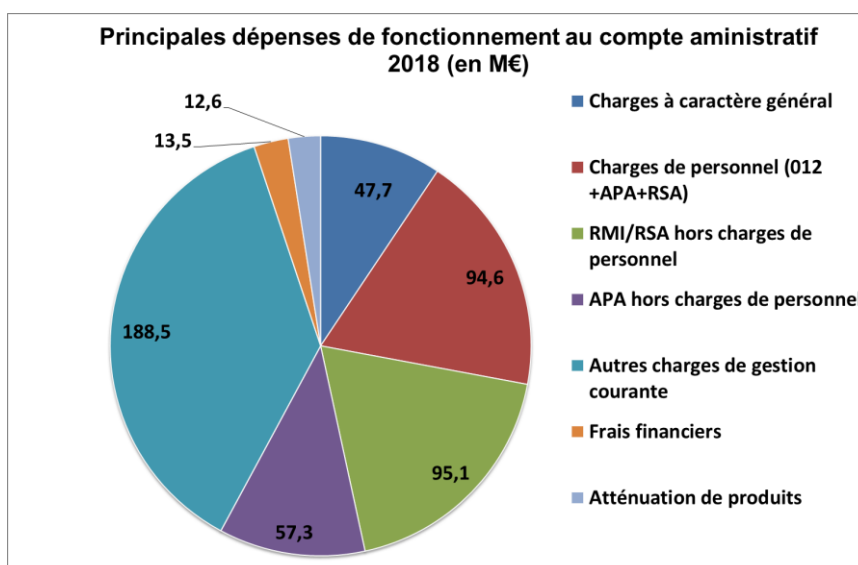
Les résultats 2018 sont marqués par une **épargne qui se dégrade pour la première fois depuis le début du mandat avec une perte de 11 M€ par rapport à 2017 et une trajectoire des dépenses respectant toutefois le plafond fixé par les contrats de Cahors.**

La réalisation du budget 2018 se conforme par ailleurs aux engagements fixés par l'Assemblée départementale, à savoir les ratios financiers cibles suivants :

- Un taux d'épargne supérieur à 10%,
- Une capacité de désendettement inférieure à 10 ans.

1) En dépenses, les résultats 2018 se caractérisent par une progression des dépenses de fonctionnement et un programme d'investissement soutenu conforme au projet de mandat.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 509,7 M€ en 2018. **A noter qu'en neutralisant l'impact du transfert de la compétence transports, les dépenses de fonctionnement augmentent de 3,2 % entre 2017 et 2018 (soit près de 16 M€ supplémentaires).**



Après neutralisation du transfert, les principaux postes en évolution sont ainsi les suivants :

- Pour un montant de +12 M€, **les politiques sociales représentent les dépenses qui augmentent le plus** entre 2017 et 2018 avec :
 - **les frais de séjour en établissement** : 120,8 M€ soit une progression de 6,4 M€, dont 5 M€ relevant de l'accueil des MNA ;
 - **les allocations individuelles de solidarité** (PCH, APA et RSA) : + 4,2 M€. Leur croissance connaît toutefois un ralentissement puisque l'augmentation entre les exercices 2017 et 2016 était de +6,1 M€ ;
 - **Le transport des élèves en situation de handicap** : +1 M€

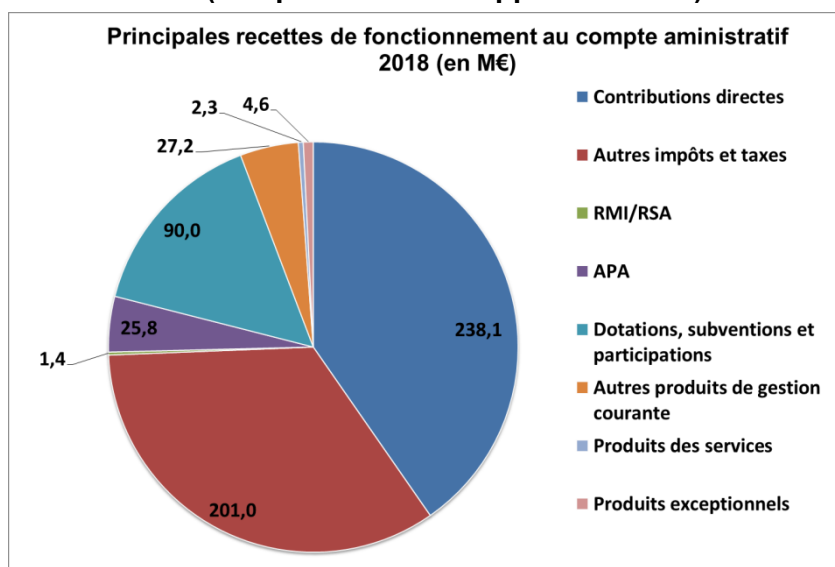
- Les mesures d'accompagnement de **retour à l'emploi** des bénéficiaires du RSA : +0,6 M€
- Pour un montant de +6 M€, la **péréquation horizontale a également un fort impact**. Le Département du Loiret est contributeur net à hauteur de 3 M€.
- **Les charges à caractère général** évoluent quant à elles de +1,5 M€. La hausse des dépenses concernent principalement l'entretien de la voirie et des bâtiments essentiellement les collèges ainsi que de l'entretien des véhicules et l'achat de carburant.
- **Les frais financiers marquent quant à eux une baisse importante** en 2018 à hauteur de -3,8 M€ du fait de l'effet conjugué de la baisse des taux et de la gestion active de la dette caractérisée par de nombreux réaménagements au cours des derniers exercices.

A noter que **les charges de personnel sont une nouvelle fois cette année maîtrisées** et diminuent même légèrement de 0,4 M€ grâce aux mesures d'optimisation engagées par le Département depuis le début du mandat et du fait du report de 2018 sur 2019 d'un certain nombre de mesures gouvernementales.

Les dépenses d'investissement pour le territoire s'élèvent quant à elles à 108 M€ (hors emprunt) ce qui traduit le bon déroulement dans la mise en œuvre des projets du mandat et le soutien important aux communes et EPCI dans la réalisation de leurs projets d'équipement. Ce montant est composé de programmes en maîtrise d'ouvrage (75,4 M€) et de programme d'aides (31,1 M€) dont plus de la moitié (54%, 16,8 M€) est consacrée aux communes et EPCI.

2) Des recettes qui progressent mais insuffisamment par rapport aux dépenses.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 591,3 M€ en 2018. **En neutralisant l'impact du transfert de la compétence transports, les recettes de fonctionnement augmentent de 1,4 % entre 2017 et 2018 (soit près de 8 M€ supplémentaires).**



Cette augmentation des recettes perçues est **fortement liée à la fiscalité directe et indirecte** avec notamment +3,3 M€ de TFPB, +1,5 M€ de TSCA et +1,3 M€ de taxe d'aménagement. Elle est la résultante également d'un soutien exceptionnel de l'Etat reçu au

titre de l'accueil croissant des mineurs non accompagnés (+1,5 M€). A noter que le produit des DMTO connaît un recul de 1,3 M€ par rapport à l'année dernière.

En ce qui concerne les recettes d'investissement (hors emprunt) dont le montant s'élève à 29,2 M€, le taux de réalisation est de 92,8%. **Les subventions reçues représentent une part prépondérante de ces recettes** pour un montant de 17,3 M€. Le FCTVA atteint quant à lui 9,7 M€.

Afin de soutenir son effort en faveur des territoires, le département a par ailleurs cette année **mobilisé de l'emprunt pour 30 M€** et continue en parallèle de **se désendetter à hauteur de 15,3 M€**. Au final l'encours de dette du Département au 31/12/2018 s'élève à 381,5 M€.

3) Une dette sécurisée et maîtrisée

Souhaitant poursuivre sa contribution au développement du territoire et remplir les missions qui sont siennes, le Département doit développer ses projets tout en optimisant la progression de sa dette en volume et en coût.

Ainsi, la stratégie de financement présentée vise à intégrer au mieux la dette future, strictement nécessaire, dans un commun effort de gestion des dépenses et d'une capacité de désendettement contenue sous le seuil de 10 années.

Dans ce contexte le Département continuera de tendre vers un financement équilibré des investissements, en limitant la part de l'emprunt dans le financement des opérations et conditionnera ses choix d'investissements à l'obtention de financements aux conditions optimales, notamment en matière de taux.

Cette gestion maîtrisée et sécurisée de l'endettement doit s'accompagner, concernant les lignes de trésorerie, de mesures visant à limiter les zones de tension et optimiser leur coût en cas d'utilisation et de non-utilisation.

Afin de diversifier ses financements et de réduire les coûts liés à sa politique de trésorerie, le Département a poursuivi en 2018 la procédure de notation auprès d'une agence de notation. La note obtenue a notamment permis d'émettre des NEU-CP (billets de trésorerie) et d'obtenir ainsi des gains de près de 0,240 M€.

En conclusion

Les résultats 2018 respectent encore cette année les engagements fixés par l'Assemblée départementale en termes de taux d'épargne brute et de capacité de désendettement. La dégradation de l'épargne traduit toutefois une situation financière plus tendue pour le Département nécessitant une plus grande vigilance en 2019. Le poids des dépenses sociales étant toujours plus fort, l'Assemblée veillera à faire les choix politiques nécessaires pour tenir son rôle de solidarité auprès des Loirétains et des territoires.